
PASCAL PERRINEAU

MONTÉE EN PUISSANCE
ET RECOMPOSITIONS
DE L'ÉLECTORAT FRONTISTE

63

Depuis 2011, la dynamique électorale enclenchée par le Front national est continue et l'a, pour la première fois, propulsé au rang de parti ayant le premier électorat de France. Et pourtant, après le « coup de tonnerre » de 2002 qui avait vu Jean-Marie Le Pen, avec 16,9 % des suffrages exprimés, s'inviter au second tour de l'élection présidentielle, l'électorat du Front national avait fondu pour retourner dans les années 2007-2009 à une certaine forme de marginalité (4,3 % aux élections législatives de 2007, 6,3 % aux élections européennes de 2009). On pouvait avoir l'impression que la perturbation frontiste initiée dans les années 1980 était en fin de course. Cependant, les élections régionales de 2010 (11,4 %) marquent un certain regain même s'il faut attendre le passage de relais entre Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen à la tête du parti lors du congrès de Tours de janvier 2011 pour qu'une progression régulière et inédite se mette en branle.

LE RENOUVEAU

Les premiers effets positifs du changement de leadership se font rapidement sentir. Dès les élections cantonales de mars 2011, les candidats du FN rassemblent 15,1 % des suffrages sur l'ensemble des cantons renouvelables et 19,2 % dans les seuls cantons où le parti avait un candidat. Jamais le FN n'avait atteint un tel niveau dans ce type de scrutin. Non seulement il a retrouvé toute sa vigueur électorale, mais il est aussi en train de renouveler son électorat et d'engager des dynamiques nouvelles.

La passation de pouvoirs réussie entre le père et sa fille ainsi que les premiers succès électoraux de la ligne « mariniste » font naître un mouvement d'opinion très favorable à la nouvelle dirigeante. En mai 2011, 29 % des Français interrogés par TNS Sofres souhaitent voir Marine Le Pen « jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ». Le bureau politique du FN, réuni à Nanterre le 16 mai 2011, soutient à l'unanimité la candidature de Marine Le Pen à la présidence de la République. De nombreux sondages annoncent cette dernière talonnant le candidat de l'UMP.

64 Au soir du premier tour, le 22 avril 2012, la présidente du FN n'arrive qu'en troisième position derrière François Hollande et Nicolas Sarkozy. Elle rassemble cependant 17,9 % des suffrages, soit 6 421 426 électeurs. C'est plus d'un million et demi de voix supplémentaires par rapport à celles recueillies par son père dix ans plus tôt, lors du « séisme électoral » de 2002. La progression est encore plus impressionnante (+ 2 586 896 voix, soit 7,5 % des suffrages exprimés) par rapport au niveau médiocre atteint par Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 (3 834 530 voix, soit 10,4 % des suffrages exprimés).

En dix ans, l'électorat frontiste a changé¹. Marine Le Pen fait moins bien que son père dans nombre de départements de la bordure méditerranéenne, du Sud-Ouest, de Rhône-Alpes et de la région parisienne. Ces régions de cols blancs résistent davantage à la séduction électorale de Marine Le Pen. En revanche, la dynamique par rapport à 2002 est puissante à la fois dans les régions à forte présence ouvrière (Haute-Marne, Pas-de-Calais, Aisne, Meuse...) et dans les terres marquées par une protestation rurale et « rurbaïne » (Auvergne, Limousin, Poitou-Charentes). L'aptitude de Marine Le Pen à s'ériger en porte-parole d'une population en crise, confrontée à des problèmes d'identité sociale, d'insertion professionnelle, de stabilité de l'emploi ou de niveau de vie, se double d'une faculté à apparaître comme le vecteur de l'expression d'une profonde crise de confiance dans le politique.

La très grande impopularité qui s'est rapidement installée par rapport à la gauche au pouvoir ainsi que les fractures qui ont traversé le principal parti d'opposition ont peu à peu installé un espace politique susceptible d'accueillir une nouvelle extension de l'influence du Front national².

1. Pascal Perrineau, « L'électorat de Marine Le Pen : ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre », in Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote normal. Les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 227-247.

2. Pascal Perrineau, *La France au Front. Essai sur l'avenir du Front national*, Paris, Fayard, 2014.

VERS LA VICTOIRE ÉLECTORALE ?

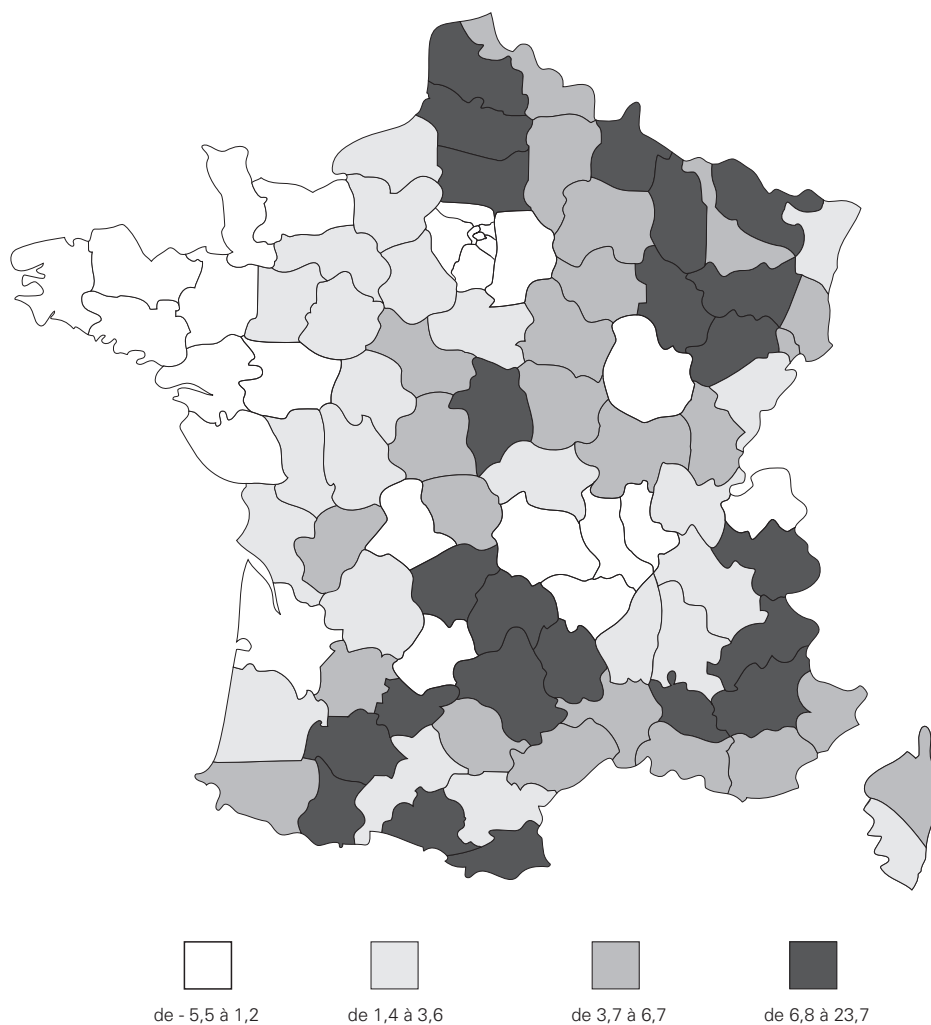
Depuis 2014, le Front national s'est peu à peu érigé en première force électorale du pays. Les élections municipales de mars 2014 marquent la naissance d'un frontisme municipal : plus de mille cinq cents conseillers municipaux sont élus, deux mairies de grandes villes (Béziers, Fréjus) sont remportées ainsi qu'une dizaine de mairies de petites villes caractéristiques de ces terrains de périphérie urbaine où parfois le monde de la ville se perd dans les lisières du monde rural. Quelques mois plus tard, les listes du Front national arrivent en tête des élections européennes : avec 24,86 % des suffrages exprimés, elles surclassent nettement les listes de l'UMP (20,81 %) et celles du Parti socialiste et de ses alliés (13,98 %). En ayant accédé, pour la première fois de son histoire, à la première place, le FN franchit une étape importante dans sa stratégie d'expansion et de pénétration. Les élections départementales qui se tiennent en mars 2015 apportent la preuve qu'il ne s'agit pas d'un mouvement passager d'humeur politique : les candidats du Front national attirent 25,2 % des suffrages à parts presque égales avec ceux de la droite ou de la gauche de gouvernement. Le FN montre sa capacité à peser fortement à tous les niveaux du système politique. La vieille bipolarisation entre gauche et droite est à bout de souffle et la percée du FN installe durablement un espace politique tripolaire. Cet accès du FN au statut de grande force politique est la résultante à la fois d'un renouveau générationnel réussi dans un contexte où les grandes forces classiques de gouvernement semblent inaptes à le pratiquer et d'un « toilettage idéologique » à travers lequel le FN de Marine Le Pen importe dans la culture du parti les idées de République, de laïcité, de services publics et d'État fort et stratège, et éloigne les épouvantails de l'antisémitisme et de la nostalgie des régimes autoritaires. Par cet *aggiornamento*, le FN lance une véritable OPA sur le « modèle républicain », dont on sait qu'il ne concerne pas seulement la nature du régime, mais aussi le social, l'économique, la culture, la morale, ainsi bien entendu que les mythes et les symboles. Dans un contexte où l'islam radical se présente comme une menace de première ampleur à la fois sur le terrain intérieur et sur le terrain international, le FN tente de se présenter comme le meilleur garant de la défense des « valeurs républicaines ». Cette évolution majeure l'installe au cœur du dispositif politique français et sa candidate compte bien faire la course en tête lors de la prochaine élection présidentielle de 2017. Jamais dans l'histoire l'extrême droite française n'avait pu prétendre à un tel destin. La crise économique, sociale et culturelle, le malaise européen, les menaces

internationales et le désarroi qui semble parfois saisir les grands partis français l'ont beaucoup aidée.

66 L'amplification sensible de la progression du Front national lors des élections régionales des 6 et 13 décembre 2015 a fortement augmenté la pression que ce parti fait peser sur l'ensemble du système politique. Avec 27,7 % des suffrages exprimés au premier tour et 27,1 % au second tour, le Front national connaît une progression de 2,5 points en huit mois, est présent au second tour dans l'ensemble des régions de France métropolitaine, où il montre sa capacité à maintenir son électorat de premier tour et à dépasser nettement la barre des 40 % dans deux régions (42,2 % en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, 45,2 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur). La carte ci-contre de la progression de l'implantation électorale frontiste de mars à décembre 2015 montre la capacité du FN à se renforcer dans les terres qui lui sont déjà favorables depuis de longues années (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne, Lorraine, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon) mais aussi à pénétrer des terres rurales (Corrèze, Cantal, Cher) et à drainer un électorat attiré par les têtes d'affiche du parti (Marine Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen, Louis Aliot, Florian Philippot). En revanche, dans les régions à faible leadership frontiste (Bretagne, Île-de-France, Pays de la Loire), on enregistre souvent une érosion du vote en faveur des listes du FN. L'apparition d'élus connus et implantés permet la montée en puissance du Front national sur des terrains qui lui sont favorables. Par exemple, sur le terrain socio-démographique, le FN, en quelques mois, a gagné plus de dix points dans les départements suivants : Meuse (+ 10,1 points), Cantal (+ 10,3), Pyrénées-Orientales (+ 10,3), Lozère (+ 12,6), Corrèze (+ 12,6), Ariège (+ 12,7), Gers (+ 16,2), Alpes-de-Haute-Provence (+ 17,1), Hautes-Alpes (+ 23,7). À travers l'énumération de ces terres, on voit bien comment la dynamique frontiste trouve un second souffle dans les zones rurales et urbaines.

Avec près de 28 % des suffrages exprimés, les listes du Front national ont remporté le premier tour des élections régionales et atteint un niveau jamais rencontré, même dans les élections les plus récentes où le parti de Marine Le Pen semblait déjà avoir « fait le plein de ses voix » : 24,86 % lors des élections européennes de 2014, 25,24 % lors des élections départementales de mars 2015. Le second tour et l'échec de la tentative visant à dégager des majorités absolues ou relatives dans les régions montrent encore que cette puissance électorale est une puissance solitaire, mais pour encore combien de temps ?

*La progression du Front national du premier tour des départementales
au premier tour des régionales de 2015
(points de pourcentage des suffrages exprimés)*



67

Source : Jean Chiche (logiciel EDEN).

LES RECOMPOSITIONS DE L'ÉLECTORAT FRONTISTE

Cette forte dynamique s'inscrit dans la continuité d'une croissance engagée en 2012 qui a tendance à remanier la structure des soutiens démographiques et sociaux du Front national tout en rencontrant, dans la période post-attentats du 13 novembre 2015, des éléments conjoncturels décisifs qui permettent de comprendre l'installation de cet électorat frontiste dans la position de premier électorat de France.

*Un profil socio-démographique classique
avec quelques éléments nouveaux*

La poussée du Front national est sensible dans tous les milieux mais préserve quelques fortes spécificités de cet électorat³. Celui-ci reste à dominante masculine (34 % des hommes choisissent une liste FN, contre 27 % des femmes), jeune et mature (33 % des moins de 35 ans et des 35 à 64 ans, contre seulement 23 % des 65 ans et plus) et enraciné dans une alliance des couches populaires et des travailleurs indépendants (35 % des professions indépendantes, 41 % des employés, 46 % des ouvriers, 41 % des chômeurs, contre 18 % seulement des cadres supérieurs). Le vote frontiste reste aussi très corrélé au niveau de diplôme et à la richesse du foyer. Alors que 37 % des personnes sans diplôme et 38 % de ceux qui sont détenteurs d'un diplôme professionnel (BEP, CAP) votent en 68 faveur du FN, 15 % seulement de ceux qui ont un diplôme de niveau bac + 4 font de même. Alors que 36 % des Français qui vivent dans un foyer où le revenu mensuel est inférieur à 1 250 euros choisissent de voter pour le Front national, 19 % seulement de ceux qui sont dans un foyer où le revenu est de 6 000 euros et plus partagent ce vote. Enfin, lorsque l'on s'intéresse à la variable religieuse, on s'aperçoit que ce sont les juifs (22 %) et les catholiques pratiquants réguliers (23 %) qui continuent à être relativement réticents à voter en faveur du FN, alors que les sans-religion (25 %), les protestants (26 %) et surtout les catholiques non pratiquants (35 %) cèdent davantage au vote frontiste. Bien sûr, la population musulmane reste très éloignée (1 %) d'un tel vote et garde, lorsqu'elle se rend aux urnes, un tropisme considérable pour les listes de gauche (78 %).

Au-delà de ce profil classique où le Front national a renforcé – souvent massivement – son influence dans des milieux qui déjà lui accordaient leurs faveurs, le parti de Marine Le Pen a su s'attaquer à des milieux qui jusqu'alors lui étaient relativement hostiles.

Parmi les couches moyennes salariées qui, pendant longtemps, ont résisté à la pénétration de la droite et du FN, les listes du Front national sont aujourd'hui en première position (28 %) devant les listes de droite (25 %) et du PS (25 %). Chez les agriculteurs exploitants, la percée est également impressionnante (33 %) et amène le Front national à proximité

3. Les données utilisées ci-dessous et reportées pour la plupart dans le tableau ci-contre sont issues de la première vague de l'« Enquête électorale française 2017 » réalisée pour le Cevipof et *Le Monde* par Ipsos Steria du 20 au 29 novembre 2015 auprès d'un échantillon de 23 061 personnes inscrites sur les listes électorales extraites d'un échantillon de 24 139 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

*Intentions de vote pour les listes du Front national
au premier tour des élections régionales (%)*

Moyenne nationale	30*
Sexe	
Homme	34
Femme	27
Âge	
18-24 ans	34
25-34 ans	32
35-49 ans	36
50-64 ans	31
65 ans et plus	23
Profession et catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	
Agriculteur exploitant	33
Profession indépendante	35
Cadre supérieur	18
Profession intermédiaire	28
Employé	41
Ouvrier	46
Retraité	26
Statut de l'interviewé	
Salarié du public	36
– Fonction publique d'État	28
– Fonction publique territoriale	27
– Fonction publique hospitalière	30
Salarié du privé	35
Chef d'entreprise à son compte	29
Chômeur	41
Niveau de diplôme	
Aucun diplôme, CEP	37
BEPC, CAP, BEP	38
Bac	36
Bac + 4	15
Revenu mensuel du foyer (en euros)	
Moins de 1 250	36
1 250 à 1 999	34
2 000 à 2 499	33
2 500 à 3 499	32
3 500 à 5 999	25
6 000 et plus	19

69

* Dans la première vague réalisée entre les 20 et 29 novembre 2015, 30 % de l'échantillon interrogé déclaraient avoir l'intention de voter en faveur des listes du Front national. Le résultat final enregistré lors du premier tour des élections régionales (6 décembre 2015) sera de 28,4 % des suffrages exprimés.

Source: première vague de l'« Enquête électorale française 2017 » (Cevipof-*Le Monde*).

des listes LR-UDI-MoDem⁴ (37 %). Enfin, dernier bastion sociologique de la gauche, les salariés du public sont en train de céder puisque, là aussi, les listes du Front national sont en tête (30 %) devant celles du PS (26 %) et de la droite associée au centre (22 %). Dans ce monde des « gens du public », tous les milieux sont touchés puisque, si le Front national atteint un sommet parmi les salariés des entreprises publiques (36 %), il est également très présent dans la fonction publique hospitalière (30 %), la fonction publique d'État (28 %) et la fonction publique territoriale (27 %). Les couches moyennes salariées et le monde du public semblent être les dernières terres de conquête du Front national. Cela lui permet aujourd'hui d'avoir une véritable implantation nationale, tous azimuts, puisque dans aucun milieu social il n'est en dessous de la barre des 18 % (cadres supérieurs).

70 Ce parti « national » qui rassemble une majorité relative dans la quasi-totalité des tranches d'âge et des milieux sociaux a été aidé dans la période récente par une conjoncture porteuse pour lui.

Une conjoncture porteuse

Le Front national, qui pouvait connaître des problèmes de mobilisation dans les « élections intermédiaires », est aujourd'hui le parti qui a le mieux réussi à mobiliser ses soutiens potentiels dans ces élections régionales. 79 % des électeurs qui ont voté en faveur de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012 déclaraient, à quelques jours du premier tour, être tout à fait sûrs de voter aux régionales de 2015. C'est l'électorat le plus mobilisé devant ceux de Nicolas Sarkozy (78 %), de François Hollande (70 %) et de Jean-Luc Mélenchon (66 %). Une fois mobilisé, l'électorat frontiste est celui qui est le plus fidèle : 93 % des électeurs de Marine Le Pen à la précédente présidentielle qui se déplacent aux régionales déclarent leur intention de voter pour une liste du Front national alors que seulement 73 % des électeurs de Nicolas Sarkozy et 70 % des électeurs de François Hollande ont l'intention de voter respectivement pour une liste LR-UDI-MoDem ou une liste socialiste. Le Front national fidélise de plus en plus ses soutiens d'une élection à l'autre et est de moins en moins victime d'une volatilité des comportements, notamment en matière de participation électorale. En atteste la manière dont le Front national a gardé du premier au second tour des régionales de 2015 tout son capital de voix et l'a même accru de plus de huit cent mille pour atteindre le niveau jamais atteint de 6 820 477 voix. Sur le plus

4. Les Républicains-Union des démocrates et indépendants-Mouvement démocrate.

long terme, on recense un signe de cette mobilisation renforcée dans le fait que la tranche d'âge dans laquelle les listes FN atteignent un « pic » est celle des 35-49 ans (36 %), c'est-à-dire celle des électeurs qui sont entrés sur le marché électoral entre 1984 et 1998 et qui ont donc été socialisés à la politique dans les « années Le Pen ». La présidente du Front national a bien pris la suite de son père puisque dans la génération des 18-34 ans, soit chez ceux qui ont accédé à la majorité électorale entre 1999 et 2015, le Front national atteint un niveau élevé (33 %). À cet égard, une génération « mariniste » s'ajoute à la génération « lepéniste ». En revanche, dans les générations qui ont fait leur entrée en politique avant les fracas politiques des Le Pen père et fille, la pénétration frontiste est aujourd'hui sensiblement moins forte.

Cette capacité mobilisatrice a été activée par la séquence des attentats de janvier et de novembre 2015, qui ont propulsé au premier plan de l'agenda politique les enjeux en matière de sécurité et d'immigration sur lesquels le Front national a construit depuis plus de trente ans son image et une partie de sa crédibilité. Parmi les Français qui partagent un credo sécuritaire fort et chez ceux qui expriment des inquiétudes par rapport à l'immigration et à l'islam, le Front national atteint aujourd'hui des niveaux très élevés. Comme la conjoncture très récente a projeté ces thèmes au premier plan des préoccupations des Français et a entraîné en même temps une minoration des thèmes économiques et sociaux, un véritable « vote d'enjeux » a libéré une nouvelle dynamique pour le FN. Quelques exemples : 39 % des personnes interrogées sont favorables à un rétablissement de la peine de mort (56 % de celles-ci choisissent de voter en faveur des listes FN), 50 % des personnes interrogées ne partagent pas l'idée que « les enfants d'immigrés nés en France sont des Français comme les autres » (58 % de celles-ci votent en faveur du Front national), 51 % des Français éprouvent plutôt de la « haine » quand ils pensent « aux attentats qui se sont produits vendredi 13 novembre à Paris » (73 % de ceux qui ont choisi de voter pour des listes FN sont dans ce cas), 54 % des Français considèrent que « l'islam est une menace pour l'Occident » (45 % de ceux-ci choisissent les listes FN) et 60 % pensent qu'« il y a trop d'immigrés en France » (47 % de ceux-ci ont voté pour le Front national).

Ces thématiques, ces inquiétudes et ces rejets ont permis au Front national d'attirer toute une série d'électeurs qui auparavant s'abstenaient, votaient blanc ou nul, mais aussi qui viennent de la droite et de la gauche : 37 % des abstentionnistes de la présidentielle de 2012 qui se sont rendus aux urnes se sont tournés vers le Front national, comme 26 % de ceux

qui avaient choisi le vote blanc ou le vote nul, 20 % de ceux qui avaient voté en faveur de Nicolas Sarkozy, 10 % de ceux qui avaient voté en faveur de François Hollande, 9 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 8 % de ceux de François Bayrou⁵. Les listes du Front national agissent comme un véritable aimant dans un système politique et électoral qui a perdu nombre de ses boussoles traditionnelles.

*

72 Cette exceptionnelle dynamique du Front national se comprend au confluent du temps long et du temps court. Le temps long de la crise économique et sociale, des mutations de la société post-industrielle, des dégâts réels ou supposés de l'ouverture des économies et des sociétés, et du malaise démocratique. Le temps court d'une actualité marquée par le drame des attentats, l'horreur du terrorisme, le télescopage des périls internationaux et des périls nationaux, la prise de conscience de défaillances graves dans l'intégration d'une partie de l'immigration et dans la protection due à la communauté nationale. Cette dynamique suffit à perturber profondément les perspectives politiques de l'élection présidentielle de 2017, en rendant hautement probable la présence de Marine Le Pen au second tour de celle-ci. Si la dynamique s'amplifie, la perturbation entraînera de profondes turbulences dans le système politique de la V^e République et dans l'ordre électoral bipolaire que les institutions ont créé.

5. Sur la question des transferts entre la gauche et le Front national, cf. Pascal Perrineau, « Le gaucho-lepénisme. Des fractures dans la transmission des valeurs et des orientations politiques ? », in Anne Muxel (dir.), *Temps et politique. Les recompositions de l'identité*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 181-204.

R É S U M É

Depuis 2011, le Front national a connu une constante montée de son influence électorale, qui l'a amené à être aujourd'hui le parti ayant le premier électorat de France. Cette dynamique exceptionnelle plonge ses racines dans l'accroissement de la crise économique et sociale, dans l'aggiornamento politico-idéologique qui a été mis en œuvre par Marine Le Pen au sein de son parti, dans la déception profonde vis-à-vis de la gauche au pouvoir, dans les désillusions par rapport à une droite en reconstruction laborieuse et difficile, mais aussi dans la conjoncture d'attentats meurtriers qui ont propulsé au premier plan de l'agenda politique les thèmes de la sécurité, de l'immigration et de l'islamisme, dont on sait qu'ils sont portés depuis des décennies par le Front national.